

plus loin, jusqu'à dire que du fait de la stabilisation du conflit entre l'Est et l'Ouest en Europe, le défi à relever par le Canada en matière de politique étrangère ne se trouve pas en Europe mais plutôt dans ce qui se présente comme un conflit traumatique aux niveaux continental et racial entre le Nord et l'Ouest d'une part et le Sud et l'Est d'autre part, avec toutes les nuances raciales et l'instabilité intérieure propres à ces sociétés, qui contribuent à l'exagération de la méfiance. Ainsi, il se peut bien que vous ayez raison de dire que le Canada a pu conserver une image qui lui soit propre. Sans partager votre point de vue, je m'incline devant votre plus grande expérience dans ce domaine, mais je soutiens quand même que l'inquiétant dans ces grandes délibérations sur la politique étrangère du Canada, c'est qu'elles continuent de se dérouler essentiellement dans un cadre qui correspond à ce qu'était le monde dans les années 40 et 50 et non à ce qu'il sera dans les années 70, et c'est précisément cette attitude que je mets en doute.

• 1615

M. Macquarrie: En ce qui concerne la qualité de l'image, et la création de l'image, c'est une science inexacte, je ne crois pas que ma phrénologie soit meilleure que la vôtre. Je ne le prétendrais pas, car elle est assez vague. Mais y a-t-il maintenant des portes fermées pour le Canada qui sont ouvertes pour la Suède? Et quelles portes s'ouvriraient si nous étions des OTANisés?

M. Brecher: Ce qui me frappe, c'est que la Suède peut maintenir des relations diplomatiques avec Pékin, établir des relations diplomatiques avec Hanoï et provoquer, pour ainsi dire un mécontentement des États-Unis allant jusqu'à l'envoi d'une note diplomatique, tout en continuant d'avoir accès, dans une certaine mesure, aux chancelleries des deux mondes ainsi qu'à celles du tiers monde, ce qui est sans précédent. Et je maintiens que cela est possible à cause de l'adresse dont les Suédois font preuve et de l'attitude qu'a adoptée et conservée la Suède avec un succès remarquable pendant une période de deux décennies depuis la Seconde Guerre mondiale.

M. Macquarrie: Mais n'y a-t-il pas des membres de l'OTAN comme la Norvège qui sont aussi dans cette situation tout en restant dans l'OTAN. Je ne sais pas—vous avez parlé aussi de Hanoï—je ne le dis pas—mais certainement avec Pékin.

M. Brecher: Je ne le pense pas. Pour commencer, il me semble que les possibilités du

Canada en tant que puissance moyenne sont très supérieures à celles de la Norvège. Ensuite, les défis dont je parle ne sont pas de ceux que peut relever un pays relativement petit comme la Norvège dans ses relations diplomatiques. Je n'essaie pas de représenter cette situation en termes de porte ouverte ou fermée et, si j'ai semblé donner cette impression, je le regrette. Ce que j'essaie de dire, c'est qu'il nous faut vraiment commencer, pour ainsi dire, à envisager de nouvelles perspectives qui nous ont longtemps semblé inconcevables ou, comme l'a dit Herman Khan des armes nucléaires, il faut commencer à penser à l'impensable. Pour que ces délibérations au sujet de la politique étrangère et de défense du Canada puissent avoir la grande portée éducative qu'en tant qu'éducateur, je considère être leur objectif fondamental, j'estime qu'il importe de discuter pour la politique étrangère d'autres possibilités, écartées auparavant sous prétexte qu'elles sont théoriques, visionnaires, irréelles et hors de propos. Je soutiens que c'est tout le contraire.

M. Macquarrie: Soyez certain—et je ne crois pas parler seulement pour moi—que nous sommes enchantés de vous l'entendre dire. Cela nous est très utile et je vous en remercie. J'ai encore deux autres questions, monsieur le président, mais je ne voudrais pas monopoliser le débat.

M. Allmand: Me permettez-vous une question supplémentaire, monsieur le président? M. Macquarrie a parlé de portes qui peuvent s'ouvrir ou se fermer. A-t-on tenu compte du volume du commerce du Canada avec les États-Unis et du volume du commerce de la Suède avec les États-Unis? Se pourrait-il que nous perdions certains avantages commerciaux et économiques et, dans ce cas, seriez-vous encore d'avis qu'il faut suivre cette politique en dépit des conséquences désastreuses qu'elle pourrait avoir dans les domaines du commerce et de l'économie? Est-ce là une porte qui pourrait se fermer?

• 1620

M. Brecher: J'en doute, car il me semble que les relations économiques entre pays s'établissent et se maintiennent en fonction des avantages mutuels qui en résultent en termes économiques réels. Je ne vois aucune raison pour que les investissements américains ou les échanges commerciaux américains avec le Canada soient affectés défavorablement du fait d'un changement d'attitude politique qui n'est nullement hostile vis-à-vis des États-Unis—ce n'est pas une attitude hostile que je